

Pour maintenir du lien entre parents et enfants après un retrait de garde, l'association Petit Corneille propose des visites supervisées en extérieur. Reportage

# «Il faut éviter la judiciarisation du lien»

LOUIS VILADENT

**Genève** ► Il est 13h. La buvette de la plaine de Plainpalais fourmille de vie. Il fait beau. Au milieu de l'effervescence, Marco\*, la quarantaine, déguste un hot-dog avec son fils et sa fille de 4 et 7 ans. Il ne les a pas vus depuis deux semaines, mais aujourd'hui, c'est sa journée, ou plutôt ses deux heures. Celles pendant lesquelles il pourra jouer, rigoler, câliner.

Ces visites supervisées ont été mises en place l'été dernier par l'association Petit Corneille. Une petite structure composée de trois intervenantes psychosociales, qui propose «un service de prévention des ruptures familiales», et accompagne une dizaine de familles comme celles de Marco. Dans son cas à lui, c'est une séparation conflictuelle, suivie d'une longue procédure judiciaire, qui lui a fait perdre, ainsi qu'à son ex-compagne, la garde des enfants. Depuis, les deux enfants sont placés dans un foyer, comme environ 430 mineurs à Genève en 2022.

Julie de Cabarrus, cofondatrice de l'association, se souvient du moment où la justice l'a sollicitée: «Les liens avec les enfants s'étaient déjà beaucoup judiciarisés, c'est-à-dire qu'ils tournaient exclusivement autour de la procédure.» L'intervenante psychosociale



Pour Julie de Cabarrus, «les enfants sont souvent pris dans un dilemme cornélien, contraints de choisir entre deux parents, dans un conflit de loyauté parfois violent». KEYSTONE PHOTO PRÉTEXTE

raconte que «le conflit avait pris une telle ampleur que, malgré une décision de justice d'accorder un droit de visite à Marco, leur mère continuait de les encourager à le rejeter».

Une situation à laquelle Petit Corneille est souvent confrontée, et qui a même inspiré le nom de l'association. «Les enfants sont souvent pris dans ce dilemme cornélien, contraints

de choisir entre deux parents, dans un conflit de loyauté parfois violent.»

## «Je ne veux plus partir»

En plus d'une médiation entre Marco et son ex-épouse, l'association met alors en place des visites supervisées à l'extérieur, «dans des endroits de la vraie vie», comme le formule Marco. «Il y a deux semaines, on est allés voir leurs grands-parents», raconte-t-il. Cette fois, il leur offre deux ballons gonflés à l'hélium. Une licorne pour sa fille, un avion pour son fils.

Les visites se font systématiquement en présence des intervenantes psychosociales. Dans le jargon, cette approche est dite «en milieu ouvert». Une

approche dont la «plus-value» a été «démontrée», comme l'indique un récent rapport du Conseil d'Etat genevois. Marco confirme: «C'est nettement mieux que dans les points rencontres, où l'on se retrouve dans une salle avec le sentiment d'être observé et d'interagir de manière artificielle.»

Mais les séparations sont d'autant plus douloureuses. «Je n'ai pas envie de partir», regrette la fille de Marco, accrochée à son ballon encore attaché au poignet.

## Avec le SPMi

En 2021, plus de 2000 enfants étaient concernés par une curatelle de droit de visite. A l'avenir, le Conseil d'Etat propose

d'en «déléguer davantage à des curateurs privés (prestataires externes spécialisés dans la médiation)», ainsi qu'il l'écrit dans son rapport. Carlos Sequeira, directeur du Service de protection des mineurs (SPMi), confirme que son service oriente déjà les familles vers les associations qui peuvent les aider à résoudre leurs difficultés. Il ajoute que ces associations – dont Petit Corneille fait partie – «ont été contactées dans le cadre d'un appel à projet pour les droits de visite médiatisés». Est-ce à dire que le SPMi leur transmettra d'avantage de dossiers? A ce stade, aucun autre détail ne filtre.

A l'heure actuelle, Petit Corneille est principalement financée par la Chaîne du Bonheur. L'association collabore étroitement avec le SPMi, même si «les visites que nous organisons ne servent pas à faire des évaluations, mais des observations, que nous leur transmettons».

## Un changement de paradigme

Avec Marco, Julie affirme qu'un retour à la normale est envisageable. «Il a de très bonnes compétences parentales», estime-t-elle. Pour d'autres «c'est plus compliqué, même s'ils ont tous quelque chose à offrir à leurs enfants. Il suffit de trouver un rythme de rencontres qui tienne compte des besoins de l'enfant et des capacités des parents».

Pour cela, Julie estime qu'un changement de paradigme s'impose: «En plus de se focaliser sur l'enfant, il faudrait aussi mettre l'accent sur la souffrance psychique de beaucoup de parents et sur le soutien à la parentalité.» Une approche qui nécessiterait une collaboration plus étroite entre l'Instruction publique, la Cohésion sociale et la Santé. Voilà un enjeu pour la prochaine législature. |

EMPLOI



Le Parti socialiste Carougeois recherche :

**Un·e collaborateur·ice administratif·ve polyvalent·e à 15%**  
Contrat à durée déterminée de 12 mois, renouvelable

### Votre mission :

- Tâches d'organisation des militant·es: réserver les salles, organiser les stands, participer à la préparation et la logistique lors d'événements du Parti, accueil des nouveaux·elles membres et communication interne avec les militant·es.
- Gestion administrative: Soutenir le comité dans ses tâches, rédiger des PV, relire et modifier des documents, gérer certains éléments de comptabilité, mettre à jour des bases de données.
- Tâches de rédaction et communication: rédiger des textes pour les supports de communication (journal, site internet, réseaux sociaux), tenir à jour le site internet et les réseaux sociaux (publication de textes et d'images).

### Votre profil :

- Formation de niveau CFC ou jugée équivalente
- Expérience professionnelle dans le milieu associatif ou proche de celui-ci
- Expérience de travail administratif
- Parfaite maîtrise du français (oral et écrit)
- Grande aisance dans l'utilisation des outils informatiques ainsi que des réseaux sociaux
- Rigoureux·euse, proactif·ve et flexible
- Connaissance de logiciels graphiques serait un atout
- Bonne connaissance du milieu politique Carougeois et Genevois serait un atout

### Organisation du travail :

- Les horaires de travail sont à définir lors de la prise de poste, mais une disponibilité est demandée en soirée (séances de comité, AG, etc.) et le week-end (stands, événements spéciaux, etc.)
- L'organisation de l'activité s'effectue dans le cadre de l'annualisation du temps de travail, et l'horaire de travail est lié aux impératifs et demandes de la section et du comité.
- Il n'y aura pas de mise à disposition de bureau, le travail s'effectuera en home office et en partie à l'extérieur pour certaines activités de la section et du comité.

### Entrée en fonction: 1<sup>er</sup> septembre 2023

Les dossiers de candidature complets (CV, lettre de motivation, diplômes et certificats de travail) sont à envoyer d'ici au 15 mai 2023 par courriel à [info@ps-carouge.ch](mailto:info@ps-carouge.ch).

Le cahier des charges complet est consultable sur le site du PS Genevois : <https://ps-ge.ch/wp-content/uploads/2023/04/cahier-des-charges-ps-carouge.pdf>  
Seul·e·s les candidat·e·s retenu·e·s seront contacté·e·s.

## Le parlement débat à nouveau du centre de Boudry

**Neuchâtel** ► Les députés neuchâtelois ont à nouveau débattu de la situation aux abords du centre fédéral pour requérants d'asile (CFA) de Boudry, même si elle s'est nettement améliorée. Ils ont refusé une recommandation UDC demandant de recevoir un appui policier des concordats de police et un engagement subsidiaire de l'armée.

«La demande à l'armée doit être ponctuelle et subsidiaire», a déclaré mercredi Alain Ribaux, conseiller d'Etat en charge de la sécurité. Le concordat de police n'est pas fait non plus pour des engagements de longue durée, a-t-il ajouté.

Le Conseil d'Etat a décidé en mars de doter la police neuchâteloise de cinq postes supplémentaires, en lien avec le

sentiment d'insécurité croissant. L'UDC avait justifié sa recommandation en lien avec les difficultés de recrutement de la police.

Alain Ribaux a reconnu que le recrutement du personnel policier doit être anticipé à long terme. Malgré les sept démissions de 2022, le nombre de collaborateurs a pu rester stable d'une année sur l'autre.

«La situation actuelle à Boudry est revenue à la normale et est redescendue sous le plafond conventionnel de 480», a ajouté Alain Ribaux. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a visité le 24 avril le CFA. La commune et le canton ont jugé que la situation était apaisée depuis six semaines, même si des problèmes persistent.

Selon le conseiller d'Etat, le «seul point d'achoppement avec la Confédération» concerne une indemnisation supplémentaire que le canton demande à Berne en lien avec l'augmentation des effectifs de police. Les efforts de Neuchâtel sur l'asile doivent être reconnus.

**A la question** de la popiste Adriana Ioset sur l'encadrement social des requérants à Boudry, Florence Nater a expliqué que le personnel dévoué à cette tâche est passé de 70 EPT (emploi plein temps) début 2022 à 120 EPT au 1<sup>er</sup> mars. Plus de 78 000 heures ont été consacrées à des programmes d'occupation, a ajouté la conseillère d'Etat, en charge de la Cohésion sociale.

ATS